

AVIS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

**SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME DES ÉTUDES COLLÉGIALES**

SYNTHÈSE DES POSITIONS DU CONSEIL

JUILLET 2007

SYNTHÈSE

Le Conseil supérieur de l'éducation a reçu le 27 juin 2007 une demande d'avis de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), M^{me} Michelle Courchesne, sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le régime des études collégiales (RREC). Il s'agit de modifications de concordance pour tenir compte de l'application progressive du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire.

Les changements proposés modifient les conditions d'admission à un programme en vue de l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC) pour les titulaires du diplôme d'études secondaires (DES) et pour les personnes qui possèdent un diplôme d'études professionnelles (DEP).

Le Conseil a analysé ces modifications en fonction de certains éléments clés qu'il avait dégagés dans des avis antérieurs relativement aux conditions de sanction au secondaire, aux conditions d'admission au collégial et à la transition interordres, à savoir :

- le rehaussement des exigences pour l'obtention du DES;
- l'importance d'une formation initiale appropriée pour soutenir la réussite au collégial;
- l'importance de conditions d'encadrement pour faciliter la transition interordres;
- l'importance de bien soutenir les activités de mise à niveau.

À la suite de l'analyse des modifications proposées et de la consultation d'organismes du réseau des établissements d'enseignement collégial, le Conseil en arrive aux conclusions exposées ci-dessous.

Au regard des modifications relatives à l'admission au collégial sur la base d'un diplôme d'études secondaires (DES) :

- considérant le rehaussement des exigences de sanction pour l'obtention du DES;
- considérant que ces nouvelles exigences assureront, à compter de 2010, une formation initiale solide pour la poursuite des études au collégial;

le Conseil souscrit à la modification proposée, à savoir l'admission au collégial sur la base d'un DES.

Toutefois,

- considérant que, pour l'obtention du DES, une des exigences est maintenant la réussite de la mathématique de la 4^e secondaire et non plus celle de la 5^e secondaire;
- considérant l'introduction progressive, d'ici 2010, d'un nouveau programme de mathématique au secondaire dont le contenu sera rehaussé;
- considérant que, depuis 1997, l'exigence concernant la mathématique pour être admis au collégial était d'avoir réussi la mathématique de la 5^e secondaire et que cette formation a contribué avec les autres exigences du DES+¹ à la hausse de la réussite et de la diplomation au collégial;

le Conseil recommande à la ministre de s'assurer que les élèves qui obtiendront leur DES en 2010 auront une formation en mathématique comparable à celle qui est exigée depuis 1997 en vue de poursuivre des études collégiales, soit l'équivalent du cours Mathématique 514.

Au regard de l'admission au collégial sur la base d'un diplôme d'études secondaires pendant la période de transition 2007-2010 :

- considérant que le Projet de règlement prévoit l'admission au collégial sur la base de l'obtention du DES;
- considérant l'existence d'une période de transition pour tenir compte de l'implantation progressive du nouveau programme de mathématique au second cycle du secondaire;
- considérant que, pendant cette période de transition, le niveau de mathématique exigé pour l'admission générale au collégial est celui de la mathématique de la 4^e secondaire et non de la 5^e secondaire;
- considérant que les programmes de sciences humaines de même que d'histoire et civilisation ont été conçus en fonction de l'exigence d'avoir réussi la mathématique de la 5^e secondaire pour suivre le cours de méthodes quantitatives;
- considérant qu'en conséquence, pendant la période de transition, certains élèves pourraient être admis aux programmes de sciences humaines de même que d'histoire et civilisation sans avoir la formation initiale appropriée et que cela pourrait faire obstacle à leur réussite;

le Conseil recommande à la ministre, pendant la période de transition, d'établir comme condition particulière d'admission aux programmes de sciences humaines de même que d'histoire et civilisation le fait d'avoir réussi la mathématique de la 5^e secondaire.

1. Ces autres exigences sont d'avoir réussi les cours des matières suivantes : langue d'enseignement et langue seconde de la 5^e secondaire ainsi que sciences physiques et histoire de la 4^e secondaire. Ce sont les mêmes exigences qui entrent en vigueur pour l'obtention du DES en 2007, sauf pour la réussite du cours de mathématique de la 5^e secondaire.

Toutefois,

- considérant que, pour l'année scolaire 2007-2008, une formule de rattrapage particulière de quinze heures a déjà été annoncée pour les programmes de sciences humaines de même que d'histoire et civilisation et que les dispositions à cet effet sont déjà prises dans certains établissements d'enseignement collégial;
- considérant que la formule proposée suscite des inquiétudes quant à son efficacité;

le Conseil recommande à la ministre de permettre aux établissements d'enseignement collégial, en 2007-2008, d'offrir des modules additionnels de formation d'appoint en mathématique aux étudiants qui ont besoin de plus de quinze heures et d'en assurer le financement.

Enfin,

- considérant le fait que, pendant la période de transition, la réussite de la mathématique de la 5^e secondaire devient une condition particulière d'admission à quinze programmes d'études techniques, à l'instar de la recommandation que le Conseil formule dans le présent avis pour l'admission aux programmes de sciences humaines de même que d'histoire et civilisation;
- considérant que, pendant la période de transition, il n'existe pas de formation d'appoint spécifique pour combler la formation manquante en mathématique;

le Conseil recommande à la ministre de s'assurer que, pendant la période de transition, des activités de formation d'appoint seront offertes aux élèves admis au collégial qui ne satisfont pas à cette condition particulière d'admission.

Au regard des modifications relatives à l'admission au collégial sur la base d'un diplôme d'études professionnelles (DEP) :

- considérant que le Projet de règlement propose d'imposer aux détenteurs d'un DEP non en continuité de formation² l'exigence d'avoir obtenu les unités de la 5^e secondaire en langue d'enseignement et en langue seconde et de la 4^e secondaire en mathématique;
- considérant que ces exigences placent l'élève dans un contexte facilitant la réussite en vue de la poursuite de ses études;
- considérant que les établissements d'enseignement collégial peuvent imposer des activités de mise à niveau que peut déterminer la ministre;

2. Ce sont des programmes menant à l'obtention d'un DEP pour lesquels il n'existe pas de passerelles avec des programmes menant à l'obtention d'un DEC.

- considérant les résultats préliminaires positifs des expérimentations menées depuis 2003 dans les programmes menant à l'obtention d'un DEP en continuité de formation au regard de la persévérance scolaire et de la réussite des cours dans le programme d'études;
- considérant que les conditions d'encadrement et les critères servant à déterminer les parcours en continuité de formation entre les programmes menant à l'obtention d'un DEP et les programmes menant à l'obtention d'un DEC constituent un cadre favorisant la transition entre les secteurs de formation et la réussite des étudiants;

le Conseil souscrit aux modalités d'admission proposées dans le Projet de règlement pour les titulaires d'un DEP.

Toutefois, le Conseil demande à la ministre :

- de faire un suivi attentif du cheminement des élèves inscrits au collégial sur la base d'un DEP afin de s'assurer que les conditions offertes favorisent leur réussite et facilitent la transition interordres;
- d'élaborer et d'offrir au collégial des activités de mise à niveau en science et technologie ainsi qu'en histoire et éducation à la citoyenneté de la 4^e secondaire pour les titulaires d'un DEP qui n'auraient pas obtenu les unités prévues dans ces matières.